

Les nouvelles relations russo-turques : un défi pour l'UE

L'intervention des troupes turques en Irak pour lutter contre les indépendantistes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) début décembre ne manque pas d'inquiéter. En effet, après des attaques d'hélicoptères, l'Etat-major turc a lui-même déclaré que « *si nécessaire, d'autres éléments de l'armée interviendront dans la région* »¹. Cette intervention s'avère cependant logique si l'on se souvient que le Parlement turc avait autorisé le gouvernement à procéder à ce type d'incursion en octobre 2007.

Le conflit entre Ankara et le PKK (qui compte environ 3.000-3.500 hommes en Irak et 2.500 en Turquie) a déjà provoqué la mort de 30.000 personnes, et s'étend maintenant à la frontière turco-irakienne où siègent 100.000 soldats. Mais en soi, les opérations qui se mèneront – sans doute – à l'avenir ne sont pas tant révélatrices sur le plan militaire, ou l'armée fera sans surprise preuve de fermeté, que sur le plan stratégique. On se souvient de l'opposition turque à la guerre d'Irak, ferme, le Parlement ayant même été jusqu'à refuser en février 2003 le passage aux troupes américaines dans leur route vers Bagdad.

L'éloignement de Washington, au moins pour une partie de la population et de l'Etat-major, semble sensible, au vu de divergences grandissantes quant aux perspectives régionales. Cependant, les intérêts de la Maison Blanche et d'Ankara peuvent diverger, et c'est sans doute le cas en ce qui concerne la frontière entre la Turquie et l'Irak. Cette opération, si elle présente des risques, n'est sans doute pas le principal danger à l'heure actuelle. Ainsi, selon Evgueni Satanovski, président de l'Institut du Proche-Orient (Moscou), « *Le problème du Kurdistan irakien est-il synonyme de bouleversements globaux pour la région ? En aucune façon. Il s'agit d'une opération militaire limitée. ?* » Avant de concéder qu'« *elle est susceptible de rendre plus difficile la situation des Américains en Irak, de compliquer la situation dans la province la plus stable de l'Irak ainsi que le déploiement des bases américaines à Erbil et Souleimaniyé où se replieront une partie des militaires en provenance des provinces centrales du pays afin de montrer que les troupes se retirent d'Irak.* »² Les interventions turques n'influeront que marginalement la sécurité régionale, qui dépend bien

plus de la question des ressources vitales comme l'eau ou la dégradation de l'économie et de l'éducation, sans compter les autres questions politiques.

Le succès des livres de politique-fiction (vendus à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires) de Burak Turna, comme *Tempêtes de Métal* (« Metal Firtina » avec Orkun Ucar), publié en décembre 2004, illustre la tendance d'Ankara à moins vouloir dépendre des Etats-Unis pour se rapprocher entre autres de la Russie. Dans l'ouvrage d'anticipation politique, les troupes turques entrent sur le territoire irakien (ironiquement, en raison de la question kurde), ce qui provoque en représailles une invasion américaine en Anatolie. Les Turcs entrent alors en résistance et comptent sur Moscou pour lutter contre l'hégémonisme américain, faisant finalement reculer Washington. Dans un ouvrage postérieur, *La troisième guerre mondiale* (« Ucuncu Dunya Savasi »), l'intrigue voit l'accès au pouvoir de néo-nazis islamophobes en Europe, menant à l'émergence d'une nouvelle alliance russo-turque. Au milieu de nombreux événements géopolitiques, deux officiers expliquent dans le best-seller comment redessiner la carte de l'Europe sous l'influence de la réconciliation de la Sainte Russie Orthodoxe et d'Istanbul, ancienne Byzance. Comme dans le précédent livre, Turna pense que l'avenir de la Turquie n'est pas dans l'UE, ni soluble dans l'hégémonie américaine, mais dépend plutôt du « triangle de Primakov » (Russie, Inde, Chine) et de l'Asie Centrale, avec une attention particulière pour Moscou. Cette option suscite d'ailleurs un intérêt certain dans les cercles stratégiques néo-eurasistes proches de Poutine³.

L'idée d'un axe russo-turc, qui reste essentiellement dans le domaine de la fiction stratégique, peut surprendre. En effet, comment oublier que ces deux pays ont connu sept guerres au cours de leur histoire⁴, une opposition forte durant la Guerre Froide ou qu'ils ont eu des différends sérieux au cours des années 1990, à propos du Haut-Karabagh ou de la Yougoslavie ? De plus, le projet des années 1990 de « panturquisme », c'est-à-dire de rapprochement entre la Turquie et les différents peuples turcophones d'Asie Centrale (l'ensemble des républiques de la région à l'exception du Tadjikistan), s'opposait frontalement aux ambitions régionales russes.

Néanmoins, la méfiance réciproque et tenace de chaque côté laisse de plus en plus place à des possibilités de rapprochement. En effet, l'eurasisme turc, développée notamment par Attila Ilhan (1925-2005), offre une option distincte des trois autres principales orientations



stratégiques – panturquisme, panislamisme et occidentalisme, et connaît un certain succès dans les rangs de l'Etat-major⁵. Le communiqué du service de presse de la présidence russe montre d'ailleurs l'actualité de ce rapprochement, peu avant la prise de décision de l'intervention : « *Les dirigeants des deux pays se sont dits persuadés que l'ultérieur développement de la coopération entre la Russie et la Turquie constitue une contribution importante à la garantie de la sécurité et de la stabilité sur l'ensemble de l'Eurasie* »⁶.

En creux, ce rapprochement russo-turc fait émerger un problème paradoxal pour l'UE : certains pourraient se réjouir de la baisse de popularité de l'Europe en Turquie, dont la perspective d'adhésion rencontre une opposition forte au sein d'une grande partie de l'opinion publique européenne. La candidature turque pourrait finalement ne plus être soutenue avec autant de vigueur à Ankara⁷. Néanmoins, cette frontière trouvée par défaut à l'Est ne serait pas stabilisée pour autant, si la Turquie devait choisir une autre alliance qu'avec l'UE. En effet, il est très vraisemblable qu'elle soutiendrait alors les régimes autoritaires de la région dans un contexte de prix élevés de l'énergie.

Si la perspective d'alliance entre la Russie et la Turquie paraît encore aléatoire, surtout pour un pays aussi solidement arrimé à l'OTAN⁸, elle doit cependant être gardée en mémoire : en effet, il s'agit, tant à Moscou qu'à Ankara, d'éviter d'encourager des courants qui seraient hostiles à l'UE et éprouveraient du ressentiment.

Florent Parmentier
Analyste-politique pour Euro-Power

¹ « L'armée turque intervient en Irak contre les rebelles du PKK », *Le Monde*, 1 décembre 2007.

² Evgunei Satanovski, « La guerre au Kurdistan : un moindre mal ? », *Ria-Novosti*, 29 octobre 2007, disponible à l'adresse : <http://fr.rian.ru/analysis/20071029/85802442.html>

³ Voir Didier Chaudet, Florent Parmentier, Benoît Pélopidas, *L'empire au miroir. Stratégies de puissance aux Etats-Unis et en Russie*, Genève, Droz, 2007.

⁴ Alvin Z. Rubinstein, Oles M. Smolansky, *Regional Power Rivalries in the New Eurasia. Russia, Turkey and Iran*, New York, Sharp, 1995, p.3 et suivantes.

⁵ Sener Akturk, « Counter-Hegemonic Visions and Reconciliation through the Past: the Case of Turkish Eurasianism », *Ab imperio*, 2004, n°4, p.207-238.

⁶ « Entretien téléphonique des présidents russe et turc », *Ria-Novosti*, 30 novembre 2007, disponible à l'adresse : <http://fr.rian.ru/russia/20071130/90338638.html>

⁷ En deux ans, l'intérêt du public turc est passé de 70% en 2004 à seulement 30% en 2007. Mario Zucconi, « La Turquie et l'UE à la croisée des chemins », p.179, in Jacques Rupnik, *Les banlieues de l'Europe. Les politiques de voisinage de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2007.

⁸ Toutefois, la première vente d'armes russes d'un pays de l'OTAN remonte en 1993, et a été réalisée avec la Turquie. Voir Robert H. Donaldson, Joseph L. Noguee, *The Foreign Policy of Russia: Changing Systems, Enduring Interests*, Armonk, M.E. Sharpe, 2002, p.294-295.